

Détenus du TPIR/MTPI
Maison de Correction de Sebikotane
B.P.271 Bargny
SENEGAL
E-Mail : macsebikhotane.dap@justice.gouv.sn

Sebikotane, le 26 novembre 2025
N/Réf. : 05/DT-SN/2025



Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies
828 Second Avenue New York
NY 10017 USA
E-mail : sc-wgcaac@un.org

Objet : Fermeture envisagée du MTPI et transfert des fonctions de contrôle de l'exécution des peines

Excellence Monsieur le Président,

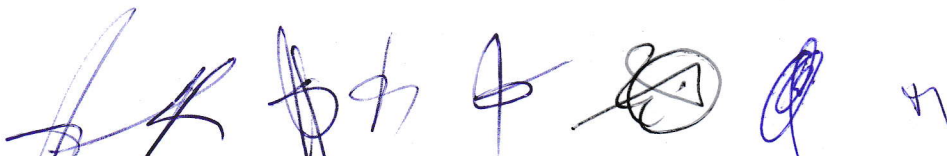
1. La réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le Mécanisme appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux Pénaux (MTPI) prévue au plus tard le 31 décembre 2025, à l'occasion de laquelle le Secrétaire général de l'ONU présentera son rapport, notamment sur les possibilités de transfert des fonctions de contrôle de l'exécution des peines que nous, détenus du TPIR/MTPI au Sénégal, sommes en train d'exécuter, revêt une importance capitale. Nous sommes convaincus que les décisions qui seront prises au cours de cette session, auront un impact considérable sur notre situation judiciaire, sécuritaire, sanitaire et matérielle. A cet égard, nous avons l'honneur de vous faire parvenir notre réflexion articulée autour de trois propositions: rejet catégorique du transfert de fonction du MTPI au Rwanda, traduction en justice de ceux qui ont commis les crimes contre l'humanité des deux parties en conflit et libérations conditionnelles des personnes détenues sous l'autorité du MTPI.

Dénonciation de la demande du Rwanda du contrôle de l'exécution des peines

2. Au Treizième rapport annuel que la Présidente du Mécanisme a présenté à l'Assemblée Générale de l'ONU en date du 22 octobre 2025, nous avons formulé notre réaction globale à l'adresse du Président de l'Assemblée Générale par notre lettre du 4 novembre 2025, en prenant soin de vous en informer et en nous référant à notre lettre ouverte aux Juges du TPIR/MTPI, dont nous vous avons transmis la copie par notre lettre du 12 février 2024.

A series of handwritten blue ink marks, including a large signature and several initials or symbols, located at the bottom of the page.

3. C'est avec consternation que, à l'occasion de la présentation dudit rapport, nous avons pris connaissance de la proposition du Rwanda de reprendre les fonctions actuellement exercées par le Mécanisme, en ce qui concerne le contrôle de l'exécution des peines des condamnés du TPIR/MTPI. En nous basant sur les raisons pour lesquelles le siège du TPIR n'a pas été installé au Rwanda, ainsi que sur les mauvaises intentions du gouvernement rwandais à notre égard, tel que cela transparaît dans de multiples déclarations de ses membres et du Président Paul Kagame, nous dénonçons d'ores et déjà, et avec fermeté, toute tentative d'accéder à la demande malveillante du Rwanda dans cette importante affaire.
4. La raison primordiale qui a prévalu en 1994 pour que le siège du TPIR ne soit pas installé au Rwanda, est que les dirigeants de ce pays étaient et restent encore justiciables devant ce tribunal, pour leur rôle prépondérant dans les crimes contre l'humanité et le génocide commis au Rwanda en 1994. Nous tenons à rappeler que les violations graves du droit humanitaire international que vous risquez de couvrir en ne respectant pas le Statut du TPIR en son Article premier, sont des crimes imprescriptibles qui relèvent de la compétence du TPIR/MTPI.
5. En cachant difficilement les intentions malveillantes qu'il nourrit à l'endroit des Rwandais acquittés et/ou libérés par le TPIR/MTPI, et *a fortiori* à notre endroit, le Président Kagame s'est exprimé dans la « Grande interview » publiée par Jeune Afrique en février 2022, à propos de la situation dramatique des huit personnes relocalisées en 2021 au Niger, en ces termes : « *Rien n'a été mis en place pour s'assurer que ces individus ne seront plus impliqués dans des crimes similaires à ceux qu'ils ont commis par le passé. L'on observe, généralement, qu'ils mènent des vies apparemment paisibles puis recontactent les génocidaires qu'ils ont côtoyés et reprennent leur propagande contre le Rwanda, comme ils le faisaient auparavant.* »
6. La réaction officielle du président rwandais est plus que claire quant à son intention à l'endroit des « déshérités rwandais du Niger » : il veut qu'ils soient expulsés vers le Rwanda, pour y être rejugés, ou les faire disparaître. Il est de notoriété publique, et le Conseil de Sécurité de l'ONU en est régulièrement informé, que le Rwanda est le pays où de nombreuses disparitions, des assassinats récurrents dans les prisons et des emprisonnements illégaux sont le quotidien d'un peuple réduit au silence. De nombreuses preuves collectées et publiées par des ONG indépendantes permettent d'affirmer que le Rwanda ne remplit pas les conditions pouvant garantir notre sécurité. Cela étant, le président rwandais ne nous réserverait guère un sort meilleur à celui qu'il nourrit déjà à l'endroit des personnes déjà acquittées et/ou libérées par le TPIR.
7. Le Rwanda, comme il est actuellement, ne peut nullement assurer la sécurité aux personnes détenues et condamnées par le TPIR/MTPI, du fait qu'ils les considèrent comme ses

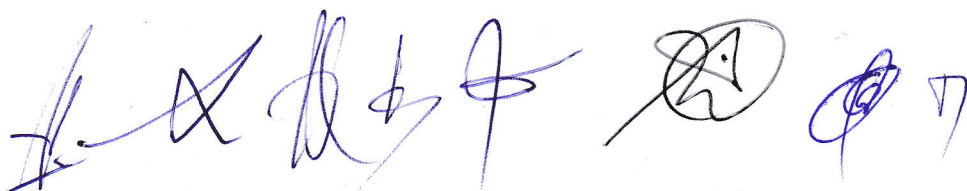


ennemis à abattre ou des opposants à faire taire. Notre tort est d'être les témoins les plus potentiels, encore en vie, des violations graves du droit humanitaire international commises par ceux-là même qui réclament le contrôle d'exécution des peines.

8. Ainsi donc, contrairement aux affirmations fallacieuses du Rwanda exprimées dans le rapport de la Présidente du Mécanisme, l'exécution des peines au Rwanda ou ailleurs, mais avec la collaboration du gouvernement rwandais, ne ferait que renforcer l'absence de justice depuis longtemps décriée dans la gestion de la question rwandaise, et constituerait une démarche absolument contraire à la réconciliation que nous appelons de tous nos vœux pour l'ensemble du peuple rwandais. De plus, le transfert au Rwanda nous séparerait définitivement de nos familles actuellement éparpillées à travers le monde et dont les membres ne peuvent se rendre au Rwanda.

Permettre à la juridiction internationale d'accomplir la mission qui lui a été confiée

9. Le Conseil de Sécurité devrait comprendre que la meilleure solution pour achever les travaux du TPIR/MTPI de façon juste et équitable pour le peuple rwandais, est celle qui permettrait à cette juridiction internationale d'aller jusqu'au bout de la mission qui lui a été confiée. Pour ce faire, le Conseil de Sécurité de l'ONU se doit de remplir fidèlement et entièrement la mission assignée au TPIR, en faisant traduire en justice tous ceux qui ont commis les crimes contre l'humanité, des deux parties en conflit. C'est ce qui est d'ailleurs indiqué dans les rapports du Secrétaire Général de l'ONU du 31 mai 1994 et du 1^{er} octobre 1994 (S/1994/1125) et dans la Note du Secrétaire Général sur la situation des droits de l'homme au Rwanda du 13 octobre 1994 (A/49/508 S/1994/1157). Ce sont ces Rapports et Note qui ont servi de documents de base pour la création du TPIR. Cette exigence de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide et d'autres violations du droit humanitaire international, des deux parties du conflit, est reprise dans le Rapport du Secrétaire Général du 13 février 1995 (S/1995/134), ainsi que dans le premier Rapport du Président du TPIR, feu Laïty Kama, devant l'Assemblée Générale de l'ONU en date du 10 décembre 1996. Vous trouverez dans lesdits Rapports et Note que ni le Statut du TPIR, ni son Règlement de procédure et de preuve amendé plusieurs fois, ne limitent les personnes à poursuivre et à juger aux seuls membres du groupe ethnique attaqué et vaincu.
10. De nombreuses preuves collectées et publiées par des ONG indépendantes établissent clairement la commission par les dirigeants actuels du Rwanda, des violations graves du droit humanitaire international relevant de la compétence du TPIR. Ces preuves s'ajoutent aux résultats des enquêtes effectuées en 2003, sur les crimes commis par le Front Patriotique Rwandais (FPR) et certains dirigeants actuels du Rwanda entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994, par l'Unité Spéciale d'Investigation du TPIR, que le Bureau du Procureur garde secrets dans l'intérêt politique et en dehors de toute justice. Le Conseil de

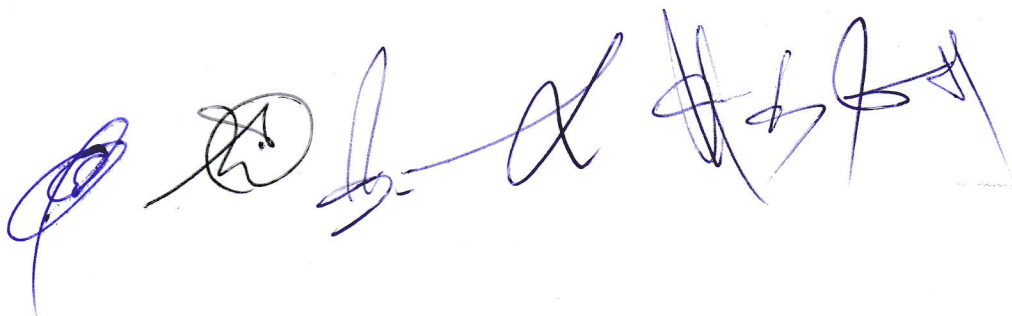


sécurité devrait prendre les dispositions utiles nécessaires pour ne plus tomber dans le piège de la manipulation et du mensonge des génocidaires au sein du gouvernement du Rwanda auxquels le TPIR/MTPI a, jusqu'ici, abusivement garanti l'impunité. A défaut d'amender la Résolution 1966 du Conseil de Sécurité de l'ONU en vue d'étendre la compétence temporelle et matérielle du MTPI pour faire les corrections nécessaires par rapport à cette impunité, il devrait créer une Commission Juridique Internationale Indépendante pour le Rwanda (CJIR) déjà réclamée par différentes ONG rwandaises et internationales.

Libérations anticipées de personnes détenues sous l'autorité du Mécanisme

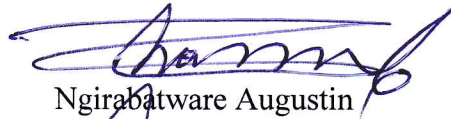
11. Pour achever les travaux du MTPI de façon juste et équitable, il serait judicieux d'envisager les possibilités de libérations conditionnelles des personnes concernées. Ces libérations anticipées constitueraient une réponse aux très longues durées d'emprisonnement des détenus du TPIR/MTPI, surtout que celles-ci sont de loin peu nombreuses dans les législations nationales des pays membres de l'ONU. Au mois de juin 2026, les condamnés du TPIR/MTPI actuellement détenus, auront passé en détention entre 17 ans et plus de 31 ans, la moyenne d'âge étant de 71 ans et la majorité d'entre eux étant d'une santé de plus en plus précaire. Accorder aux 24 détenus actuels une libération conditionnelle, en leur facilitant le regroupement familial, serait une réponse de justice et d'équité, à la fois politique et humanitaire louable. Elle contribuerait énormément à la réconciliation du peuple rwandais. Nos différents conseils seraient prêts à déposer auprès de l'autorité judiciaire compétente, des requêtes argumentées pour cette libération conditionnelle anticipée.
12. Dans le cas où il ne déciderait pas la libération conditionnelle des 24 condamnés que nous sommes, il sera impératif que le Conseil de Sécurité prenne les dispositions pour doter les Etats à charge de notre détention, et/ou les Institutions qui auront hérité des responsabilités du Mécanisme, des ressources financières nécessaires et suffisantes pour leur permettre le contrôle de l'exécution de nos peines conformément à leurs lois et règlements.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

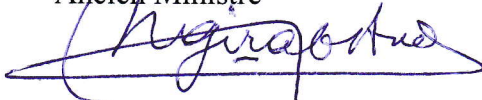
The image shows five handwritten signatures in blue ink, arranged horizontally. The signatures are stylized and vary in complexity, with some featuring loops and others being more direct strokes. They appear to be official signatures of individuals involved in the document.

Signataires :

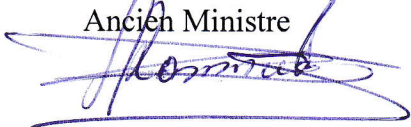
Kambanda Jean
Ancien Premier Ministre




Ndirabatware Augustin
Ancien Ministre



Kamuhanda Jean de Dieu
Ancien Ministre

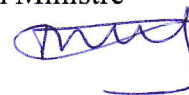


Ndayambaje Elie
Ancien Maire

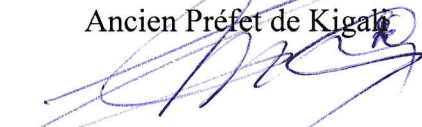


Ngirumpatse Matthieu
Ancien Président de Parti Politique
Ancien Ministre

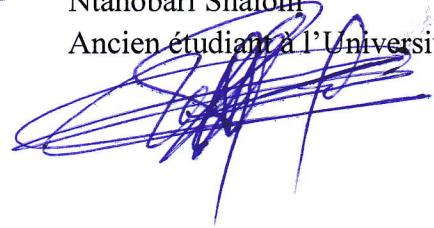
Nyiramasuhuko Pauline
Ancien Ministre



Renzaho Tharcisse, Colonel
Ancien Préfet de Kigali



Ntahobari Shalom
Ancien étudiant à l'Université



Copie pour information :

- Madame la Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, de la République du Sénégal, Dakar, burcourriermj@justice.gouv.sn; dcjpaemj@justice.gouv.sn
- Monsieur le Président de l'Assemblée Générale de l'ONU, New York, USA, gadept@un.org, dgacm@un.org, ga6@un.org
- Membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, New York, USA :
chinesemission@yahoo.com, france@franceonu.org, press@russiaun.ru,
jonathan.allen@fco.gov.uk, algeriamission.ny@gmail.com, nycmis@um.dk,
grdel.un@mfa.gr, pmny@mission.gov.gy, emb@panama-un.org, korea.un@mofa.go.kr,
sierraleone@un.int, slomission.newyork@gov.si, somalia@un.int,
- Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, New York, USA, sgcentral@un.org
- Monsieur le Président du Groupe de Travail du Conseil de Sécurité de l'ONU, sweden@un.int
- Monsieur le Président de la Commission des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Genève, Suisse, hrc-presidency@un.org
- Monsieur le Secrétaire Général du Comité International de la Croix-Rouge, Genève, Suisse, c/o Délégué CICR, Dakar, mosseiran@icrc.org
- Madame la Présidente du MTPI, The Hague, Pays-Bas, presidentoffice@irmct.org
- Monsieur le Procureur du MTPI, The Hague, Pays-Bas, mict-atpthehague@un.org
- Monsieur le Président du Réseau d'Appui aux Prisonniers Politiques Rwandais (RAPPR), Montréal, Québec, CANADA, johnrphilpot@gmail.com
- Nos Conseils (Tous)